

Pays requérant(s) :	République d'Haïti
Intitulé du concept technologique :	Projet de gestion des déchets organiques, visant particulièrement les femmes et les jeunes, par le recours à des réservoirs gonflables.
Entité nationale désignée :	Direction Changements Climatiques du Ministère de l'Environnement (MdE-Haïti), Yves Bernard Remarais, Point Focal CTCN, ybremarais@gmail.com , Parc Industriel (SONAPI), Boulevard Toussaint Louverture, Port-au-Prince, HAÏTI
Organisation requérante :	Agri Climato All, Rools Pierre, Président du Conseil d'Administration, roolsp@aol.com , 270, Autoroute de Delmas, Port-au-Prince, HAÏTI.

Périmètre géographique :

- Niveau communautaire
 Niveau infranational
 Niveau national
 Requête multi-pays

Dans le cas des concepts technologiques infranationales ou multipays, indiquez les zones géographiques concernées (provinces, états, pays, régions, etc.).

Énoncé du problème relatif au changement climatique (une page maximum) :

Haïti, au cours des dernières décennies, a connu pas mal de variation climatique. Selon le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), entre 1973 et 2003, la température moyenne a augmenté de plus d'un degré Celsius. Une étude de la BID¹ montre que l'augmentation moyenne de la température dans le pays (en degrés Celsius) sur la base des MCG (modèles climatiques globaux) pourra atteindre jusqu'à 0,8° C pour les années 2020 ; 1,1° C pour les années 2030 ; 1,9° C pour les années 2050 et 3,3° C pour la fin du siècle (2081-2100).

Cette hausse de température s'accompagne d'une diminution des précipitations d'année en année. Haïti, au cours des dernières années, a connu des périodes de sécheresses exceptionnelles qui ont considérablement affecté la population. Dans certaines régions du pays, les gens ont dû se déplacer sur de longue distance pour trouver de l'eau pour les ménages et les bétails et, se trouvaient dans de grande difficulté pour maintenir leurs parcelles agricoles en bon état. Selon des données publiées par la Banque Mondiale, depuis 1960 Haïti fait face à une baisse de précipitation de 600 mm tous les 10 ans, soit 60 mm de pluie par an. Dans l'étude susmentionnée publiée par la BID, les modèles climatiques globaux (MCG) suggèrent une tendance à la réduction des précipitations au milieu des années 2020 (*de 3 à 4 % de précipitations en moins en moyenne annuelle*). Les années 2030 seront jusqu'à 6 % plus sèches. À la fin du siècle, la réduction des précipitations dans le pays pourrait atteindre 20 % dans le scénario le plus grave.

¹ Changements de température attendus pour la décennie 2041-2050 (Ministère de l'Environnement, Haïti, 2009) <http://www.social-protection.org/gimi/RessourceDownload.action?ressource.ressourceId=17690>

De plus, depuis 1980 l'intensité des cyclones a augmenté de manière substantielle. Il est nécessaire de signaler qu'Haïti se situe sur la trajectoire des ouragans tropicaux de grande envergure. Ce qui pourrait expliquer les événements extrêmes entre 2004 et 2016 qui ont provoqué des pertes estimées à plus de dix milliards de dollars américains, selon la Banque Mondiale, parmi lesquels on peut citer le cyclone Matthew récemment. Cette vulnérabilité face aux phénomènes climatiques pourrait également s'expliquer par la mauvaise gestion des déchets et le déboisement qui ne cessent d'aggraver la situation. En effet, 85 % des montagnes sont dénudés ou en voie de dégradation accélérée². L'érosion est devenue un problème majeur dans les régions montagneuses provoquant des pertes en sols estimées à plus de 30 t/ha/an et de grands dépôts de sédiments dans le lit des rivières. Ce qui a provoqué la surélévation des lits des rivières et, renforcé par l'obstruction des canaux de drainage, l'inondation des plaines et des villes.

L'élevage a, également, une contribution importante dans le changement climatique à cause de la production du méthane, considéré comme un gaz ayant une capacité de réchauffement climatique 25 fois plus élevée que le dioxyde de carbone. Le bio-digesteur contribuera à réduire les émissions de méthane produites par les déchets organiques (animaux et végétaux) en les transformant en énergie pour l'éclairage des maisons et la cuisson des aliments pour les couches les plus vulnérables. Ce qui, par ricochet, réduira la quantité de déchets en plein air et l'utilisation des énergies fossiles et ligneuses et, par la même occasion renforcer la résilience du pays face au changement climatique.

Interventions en cours et antérieures mises en œuvre pour résoudre le problème (une demi-page maximum) :

Comme l'a souligné la BID³, Haïti est confronté à d'importants défis économiques, sanitaires, sociaux et environnementaux. La bioénergie durable peut constituer une solution pour relever ces défis, en atténuation des principales sources énergétiques traditionnelles d'Haïti : le charbon de bois et le bois de chauffage domestiques, les énergies fossiles ou le pétrole (*diesel, mazout*).

Plusieurs interventions ont été envisagées en vue de résoudre indirectement le problème telles que l'importation du propane et le financement d'un projet intitulé « Recho Pa'w » par l'USAID à hauteur de 8,7 millions de dollars sur une période de trois ans, à partir du 1er février 2012. Cette dernière a été réalisée dans le but de réduire le déboisement en incitant les gens à se tourner vers le propane, ce qui aurait un impact positif sur les problèmes susmentionnés. La BioÉnergie Haïti (BEH), une ONG technologique haïtienne créée en 2012, assure la mise en place graduelle d'un système de collecte et d'enfouissement technique des matières résiduelles d'origine municipale et agricole avec valorisation énergétique des biogaz (*électricité/gaz bouteille*), contribuant ainsi au développement durable, à la lutte aux changements climatiques et la protection de la santé et de l'environnement. Elle a reçu la mention honorable II, dans le cadre du concours BID-FEMSA 2020, organisé depuis 2009, par la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Fondation FEMSA.

Par ailleurs, le pays a connu aussi de nombreux et grands projets de reboisement, comme «Double harvest» avec le financement de l'USAID (1980-1989), Projet Forestier National (1982-1989) avec le

² Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural. Haïti – Plan National d'Investissement Agricole. Juillet 2010. Imprimerie NAPCO, p.7. et p.22.

³ www.navigant.com : La bioénergie durable en Haïti : évaluation et plan d'action ; Rapport final par la BID, 2013 (https://agroforesterie-bassinsversants.ht/IMG/pdf/frantzis_2013.pdf)

financement de la Banque Mondiale, et de nombreux autres projets supportés ou conduits par des organismes publics et des ONG nationales et internationales dont les plus connues sont FAO, PAM, Société des Amis de l'Arbre (ONAMAR), Développement Régional Intégré Petit-Goâve Petit-Trou de Nippes (DRIPP), Organisme de Développement du Nord d'Ouest (ODNO), Organisme de Développement du Nord (ODNO), Organisme de Développement du Bassin Fleuve la Vallée de l'Artibonite (ODVA), CARE, PADF, ADRA, etc.

Obstacles technologiques⁴ spécifiques (une page maximum) :

Le constat, malheureusement, est que la situation au lieu de s'améliorer ne fait que s'aggraver apparemment d'année en année, comme l'indiquent les statistiques vulgarisées bien que les chiffres soient plus alarmants que ne l'est la réalité elle-même. D'une part, en plus de l'usage d'une énergie fossile, elles n'ont pas ciblé une couche représentative de la population et n'ont pas tenu compte de la réalité de la grande majorité qui ne dispose pas de moyen économique pour se procurer du propane. Cependant, la perte annuelle de gisements de déchets organiques, en 2008, a été estimée à près de 3.000.000 de tonnes de matière sèche. Ce qui peut potentiellement produire 367.500.000 m³ de méthane par an et couvrir environ 16% des besoins énergétiques finaux des ménages à l'échelle nationale.

D'autre part, si le pays a connu dans le temps de grands projets de reboisement, par contre ceux-ci n'ont touché en général que très peu les montagnes de moyenne altitude et encore moins celles de haute altitude qui sont en général les plus dégradées, avec toutes les conséquences qu'on sait, dont entre autres : la perte de terre, l'insécurité alimentaire, le stress hydrique, l'exode rural massif et la déstabilisation de nos villes⁵. Ils n'ont pas pris pas non plus en compte les conditions de vie de leurs habitants, qui sont l'une des catégories sociales les plus défavorisées, et n'ont pas été fait dans une approche économique sensibilisante, qui faisait ressortir les avantages et le coût-bénéfice d'un arbre planté.

Fort de ce constat, de nouveaux concepts technologiques plus compatibles avec l'environnement ont été développés. Il s'agit du bio-digester dont deux prototypes ont été fabriqués à partir de matériels faciles à trouver sur le marché haïtien. Ce qui permet de créer une technologie plus adaptée à la réalité économique du pays, d'être plus efficace et de trouver facilement les pièces de rechange pour la réparation des bio-digesteurs en cas de dysfonctionnement. En outre, des expérimentations ont été réalisées avec de la bouse de vache et des déchets de cuisine afin d'évaluer l'efficacité des prototypes fabriqués. En effet, le biogaz produit a été testé et a démontré sa capacité pour la cuisson. Une phase pilote sera lancée visant l'installation de bio-digesteurs dans des familles, afin d'évaluer la performance du modèle fabriqué et des ajustements seront effectués si nécessaires. Parallèlement, les expérimentations seront poursuivies en vue d'utiliser le bio-digester pour mettre en place un système d'éclairage et de cuisson conjointement.

⁴Cela correspond à l'ensemble des équipements, techniques, connaissances et compétences pratiques nécessaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et favoriser l'adaptation au changement climatique (Rapport spécial du GIEC sur le transfert de technologie, 2000).

⁵ C'est une urbanisation rapide et sauvage, faisant d'Haïti le 3^{ème} pays le plus urbanisé dans la région Amérique latine et Caraïbes derrière Trinité-et-Tobago et le Mexique. Selon un rapport de la BM⁵ : « 64% des Haïtiens vivent dans les villes et le nombre de citadins pourrait passer de 6 à 11 millions d'ici 2050 ».

Adaptation Fund Climate Innovation Accelerator

Le jardin garde-manger⁶ en est une autre réponse technologique innovante proposée pour une sécurité alimentaire, nutritionnelle, médicinale, économique et environnementale. Autrement dit, le jardin garde-manger ambitionne d'être un modèle de jardin parcellaire plus productif, plus économe en énergie, plus valorisant pour les femmes et plus attractif pour les jeunes facilitant ainsi leur retour aux métiers de la terre, plus respectueux de l'environnement, de la biodiversité, du sol et de l'eau, tout en étant capable d'offrir des produits compétitifs. Il associe le maraichage et l'agroforesterie, compatible notamment à plusieurs filières de métiers horticoles, en termes de compostage, de lombriculture, de pépinière et de différentes techniques de reproduction végétale d'ordre fruitier, forestier, floricole, ornemental, aromatique et médicinal, etc.

Le jardin garde-manger s'inscrit davantage dans une démarche environnementale. C'est une mesure d'accompagnement dans une politique intégrée de restauration des écosystèmes et de conservation de la biodiversité, pour un paysage résilient et productif adapté au changement climatique. Sa fonction principale est donc de contribuer à éponger les contraintes qui poussent fort souvent soit à un usage intensif et non responsable du sol, soit à la coupe abusive d'arbres qui aggrave la dégradation de l'environnement et provoque une réduction systématique jusqu'au tarissement des points d'eau. Des résultats expérimentaux intéressants sont obtenus. Il revient maintenant de vulgariser cette technologie innovante au profit des familles en milieu rural en Haïti.

Secteurs:

Indiquez les principaux secteurs relatifs au concept technologique :

- | | | | |
|--|--|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Agriculture | <input type="checkbox"/> Gestion des zones côtières | <input checked="" type="checkbox"/> Atténuation des risques de catastrophe | <input checked="" type="checkbox"/> Sécurité alimentaire |
| <input type="checkbox"/> Forêts | <input checked="" type="checkbox"/> Santé humaine | <input type="checkbox"/> Marine et halieutique | <input checked="" type="checkbox"/> Développement rural (résilience) |
| <input type="checkbox"/> Développement urbain (résilience) | <input checked="" type="checkbox"/> Gestion de l'eau | | |

Indiquez d'autres secteurs concernés:

Approches et facteurs transversaux :

Indiquez les approches et facteurs transversaux principaux :

- | | | | |
|--|--|--|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> Communication et sensibilisation | <input checked="" type="checkbox"/> Économie et prise de décisions financières | <input checked="" type="checkbox"/> Gouvernance et planification | <input checked="" type="checkbox"/> Communautaire |
| <input checked="" type="checkbox"/> Réduction des risques de catastrophe | <input checked="" type="checkbox"/> Écosystèmes et biodiversité | <input checked="" type="checkbox"/> Égalité des sexes | |

Demande d'un concept technologique (une page maximum) :

Objectif global

⁶ Voir les publications suivantes : <http://lenational.org> (2 mars 2020, 4 mai 2020, 9 août 2020) et <http://www.haitilibre.com> (10 août 2020)

Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des familles et des jeunes en milieu rural, dans un environnement restauré et protégé, pourvoyeur de richesses durables et de bien-être collectif.

Catégories d'activités prévues devant être réalisées au titre du projet de micro-subventions

1. Fabrication de bio-digesteurs
 - Fabrication de bio-digesteurs (*calcul de coût, acquisition, fabrication, test d'efficacité*)
 - Vulgarisation des bio-digesteurs par la distribution aux familles les plus vulnérables ciblées
 - Production de fertilisant liquide (*digestat/biol*) très riche en micro et macronutriments
2. Fabrication de réchaud approprié
 - Un atelier de fabrication de bruleur a baril, un incinérateur innovant (*acquisition d'équipements et de matériaux*)
 - Bruleur a baril (*calcul de coût, acquisition matériaux, fabrication, test d'efficacité*)
 - Vulgarisation des bruleurs a baril, incinérateurs par la distribution aux écoles communautaires les plus vulnérables ciblées,
3. Jardin garde-manger
 - Mise en place de pépinière (*sélection de semences, production, maintenance, distribution*)
 - Restauration environnementale (*révégétalisation climato intelligente avec des espèces natives et endémiques, structures de conservation, facilitant ainsi une meilleure infiltration, stabilisation des berges avec des herbacées et protection du sol contre l'érosion*)
 - Accompagnement des familles dans la production (*outils, semences, compost*), et suivi (*collecte d'information, supervision, rencontre d'échange et de concertation*)
 - Installation de micro-serres d'exploitation pour les jeunes en groupe de 5 membres
4. Formation et vulgarisation (selon l'approche « *apprendre en faisant pour entreprendre* »)
 - Formation sur le tas des jeunes en fabrication de bio-digesteur et l'usage d'une serre
 - Formation des usagers des bio-digesteurs à l'utilisation et à leur entretien ou maintenance
 - Formation notamment des femmes et des jeunes, en jardin garde-manger
 - Conception de matériels pédagogiques pour une meilleure vulgarisation des technologies
5. Mise en marché
 - Préparation au marché (*étude de marché, étude de faisabilité, plan d'affaires, plan de marketing*)
 - Commercialisation (*packaging, transport, vente, recouvrement*)

Produits prévus devant être exécutés au titre du projet de micro-subventions

- Un test pilote sur une technologie de bio-digesteurs gonflables
- 50 jardins garde-manger mis en place et en production
- 10 micro-serres de production horticole sont acquises, installées et mises en production
- 10,000 plantules notamment fruitières (75 %) produites et mises en terre
- 1,000 ml de structures de conservation de sol réalisés
- 50 familles sont touchées et formées
- 50 jeunes des deux sexes sont formés et devenus entrepreneurs (fabrication de bio-digesteurs et de bruleurs à baril, et en production horticole sous serre)
- Fertilisant (*digestat*) pour jardin garde-manger, serre et reboisement est valorisé
- 100 % des produits destinés au marché sont écoulés

Calendrier prévisionnel :

Indiquez la durée prévue du projet de micro-subventions. Veuillez noter que celui-ci se limite à 18 mois maximum.

GRANDES ACTIVITES

CHRONOGRAMME TRIMESTRIEL

Adaptation Fund Climate Innovation Accelerator

	Durée	T1	T2	T3	T4	T5
Planification du démarrage	1 mois					
Sensibilisation et recrutement des groupes cibles (GC)	2 mois					
Formation des groupes cibles	3 mois					
Fabrication et installation des bio-digesteurs	6 mois					
Fabrication et installation des brûleurs à baril	6 mois					
Production dans les jardins garde-manger	10 mois					
Acquisition-installation de micro-serres et production	8 mois					
Préparation de la mise en marche	2 mois					
Commercialisation des produits	9 mois					
Réalisation des structures de conservation de sol	10 mois					
Production de plantules en pépinière	12 mois					
Revégétalisations des espaces dégradés	12 mois					
Supervision et accompagnement technique	12 mois					
Rencontres d'échange et de concertation avec les GC	10 mois					
Évaluation des apprentissages	1 mois					
Rapport set clôture de projet	15 mois					

Bénéfices attendus du concept technologique (égalité des sexes et autres) :

Décrivez les activités en lien avec l'égalité des sexes ainsi que les bénéfices attendus du projet de micro-subventions, dans ce domaine et dans d'autres secteurs (biodiversité, économique, social, culturel, etc.).

L'égalité des sexes sera prise en compte durant tout le processus. Toutefois, il pourrait avoir la priorisation des femmes dans le recensement et la sensibilisation. En général, elles sont celles qui cuisinent et, ainsi, vont utiliser les bio-digesteurs la plupart du temps.

Bénéfices attendus :

Globalement une communauté résiliente jouissant d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle, économique, environnementale et médicinale. Et, en particulier :

- La capacité des gens sensibilisés renforcée
- L'émancipation de certaines femmes et une meilleure compréhension de l'égalité des sexes au sein de la communauté
- La collecte des déchets systématisée
- Les déchets organiques valorisés
- La biodiversité augmentée, le CO₂ de l'air réduit et la sécurité alimentaire renforcée grâce à l'établissement de lots boisés et de parcelles agro-forestières
- Les émissions de méthane réduites grâce à une meilleure gestion des déchets d'animaux et des déchets ménagers
- Un environnement plus propre, plus beau et plus attrayant
- Des visites touristiques plus fréquentes
- Les dépenses des ménages réduites et la sécurité alimentaire renforcée grâce à la disponibilité de l'énergie pour l'éclairage et la cuisson, la vente et/ou l'utilisation du sous-produit pour augmenter la fertilité des parcelles agricoles
- La résilience de la communauté renforcée

Veillez trouver sur le site du CTCN des conseils généraux sur l'égalité des sexes (document traduit en français) :

<https://www.ctc-n.org/technologies/ctcn-gender-mainstreaming-tool-response-plan-development>

Pour plus d'information, veuillez cliquer sur le lien ci-dessous:

<https://www.ctc-n.org/technology-sectors/gender>

Parties prenantes principales :

Dressez la liste des parties prenantes à la mise en œuvre du projet de micro-subventions et décrivez leur rôle (p. ex., agences gouvernementales, ministères, instituts de recherche, universités, secteur privé, organisations communautaires, société civile).

Parties prenantes	Rôle dans la mise en œuvre du projet de micro-subventions
Entité nationale désignée	Direction Changements Climatiques (DCC) du Ministère de l'Environnement (MdE), qui assurera la supervision et le contrôle de l'avancement du projet au regard des activités, du calendrier, du budget et des produits
Autorité désignée	Moïse Jean-Pierre qui a une fonction d'endossement du projet
Organisation requérante	Agri Climato All qui assure la mise en œuvre du projet et la concrétisation des produits
Ajoutez une ligne pour chaque partie prenante supplémentaire, le cas échéant.	ACA qui contribuera à l'identification des bénéficiaires et intégrera le comité de pilotage
	Le Bureau Communal de Gestion de l'Environnement (BCGE) qui servira de point focal pour le MdE, en assurant une participation régulière aux rencontres du projet
	Les bénéficiaires qui participeront à la réalisation des activités et à la jouissance des produits qui en découlent

Conformité avec les priorités nationales (2000 caractères maximum, espaces compris) :

Expliquez en quoi le concept technologique demandé est conforme aux priorités nationales relatives au climat, à savoir : les contributions déterminées au niveau national ; les plans nationaux pour le développement ; les plans de réduction de la pauvreté ; les évaluations des besoins technologiques ; les plans d'action technologique ; les plans nationaux d'adaptation ; les stratégies et plans sectoriels, etc.

Le concept technologique qui fait l'objet du présent dossier (*bioénergie et jardin garde-manger*) s'aligne avec les cadres programmatiques nationaux, dont entre autres, le Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH) et la Politique Nationale de Souveraineté et de Sécurité alimentaire et Nutritionnelle (PNSSAN). Il s'harmonise et se conforme en particulier avec les priorités nationales relatives au climat, notamment le Plan National de lutte contre le Changement Climatique (PNCC), le Plan Nationale d'Adaptation (PNA), la Contribution Désignée Nationale (CDN), l'évaluation des besoins technologiques, etc. En matière d'énergie renouvelable et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, les deux aspects du concept technologique complètent les trois (3) technologies les mieux classées et retenues pour le secteur Énergie : les centrales solaires photovoltaïques, les centrales micro-hydro et les pompes eau solaire. Pour le secteur Foresterie, il s'agit de :

l'agroforesterie, les vergers fruitiers et les forêts énergétiques. Ils sont en adéquation avec les mesures d'atténuation évoquées dans la CDN et les actions gouvernementales.

La finalité est à la fois la réduction des émissions de gaz à effet de serre conformément à l'Accord de Paris dont Haïti est partie et dont les objectifs visent à maintenir le réchauffement climatique bien en deçà de 2 °C au cours de ce siècle et viser 1,5 °C. Cela permettrait de limiter les effets du changement climatique sur les communautés et les écosystèmes vulnérables. Il s'agit aussi de combattre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, de créer des emplois verts, de restaurer les écosystèmes et de conserver la biodiversité, Haïti faisant partie des 34 hot spots de biodiversité mondiale.

Document de référence (précisez la date dudit document)	Extrait (précisez le numéro du chapitre, de la page, etc.)
Contribution déterminée au niveau national (CDN)	<i>Les concepts technologiques doivent contribuer directement à la mise en œuvre de la CDN. Veuillez inclure une référence directe à la CDN/CPDN (chapitre, numéro de page, etc.).</i>
Évaluations des besoins technologiques	
Plan national d'adaptation	
Autres documents de référence, le cas échéant	

Développement du concept technologique (2000 caractères maximum, espaces compris) :

Expliquez de quelle façon le concept technologique a été développé au niveau national et décrivez le processus utilisé par l'END et les autorités désignées pour approuver le concept technologique avant sa soumission au PNUE-CTCN (quelle organisation a proposé le concept, quels étaient les différents acteurs impliqués et leur rôle, etc.). Indiquez également les réunions ou consultations ayant eu lieu pour développer et/ou sélectionner le concept technologique, etc.

Le concept technologique bioénergie a été développé grâce à des travaux de recherche lancés en 2018 par l'Agri Climato All. Tandis que le concept technologique de jardin garde-manger a été développé au Ministère de l'Environnement en 2020, reconnu dans une circulaire officielle publiée le 15 mai 2020 dans Le Moniteur N° 85. Pour sa part, le Ministère de l'Environnement (MdE) l'a consacré dans son Programme Stratégique Décennal 2021 – 2030, baptisé « Plante ak Rekòlte Dlo », alors qu'il a lancé grâce à un appui financier du PNUD une phase pilote avec des organisations de la société civile (OSC) partenaires.

Documents généraux et autres informations utiles :

Énumérez tous les documents qui permettront au PNUE-CTCN de mieux comprendre le contexte dans lequel s'inscrivent le concept technologique et les priorités nationales. Tous les documents indiqués ou fournis doivent être mentionnés dans la ou les sections correspondantes du concept technologique, et leur lien avec le concept doit être clairement démontré. Veuillez joindre un

Adaptation Fund Climate Innovation Accelerator

exemplaire de chaque document au présent formulaire ou fournir un lien Internet permettant d'y accéder (le cas échéant). Ajoutez toute autre information que vous jugerez utile.

Consultation avec l'autorité désignée du pays:

Indiquez si le concept technologique a été développé en consultation avec l'autorité désignée du pays.

L'autorité désignée du pays a participé à l'élaboration du concept technologique et sera impliqué dans le processus menant à la mise en œuvre du projet de micro-subventions.

Suivi et évaluation :

En signant ce formulaire, je confirme que des processus sont en place dans le pays requérant afin d'assurer le suivi et l'évaluation du projet de micro-subventions financé par le Fonds d'adaptation à travers le PNUE-CTCN. Je comprends que ces processus seront explicitement identifiés dans la note conceptuelle du projet (le plan de réponse du projet de micro-subvention) et utilisés dans le pays pour contrôler la mise en œuvre du projet de micro-subvention.

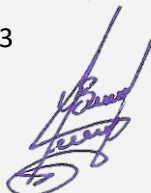
Je comprends, qu'une fois le projet de micro-subvention mis en œuvre, je soutiendrai les efforts du PNUE-CTCN pour mesurer le succès et les effets du soutien apporté, y compris ses impacts à court, moyen et long terme dans le pays requérant.

Signature :

Nom de l'END : Ministère de l'Environnement, Yves Bernard Remarais, Point Focal CTCN

Date : 18 novembre avril 2023

Signature :



LE FORMULAIRE DÛMENT REMPLI DOIT ETRE SOUMIS PAR LE BIAIS DU LIEN WEB:

<https://www.ctc-n.org/adaptation-fund-climate-innovation-accelerator-afcia-unep-ctcn>

Le PNUE-CTCN se tient à votre disposition pour répondre à vos questions et vous guider dans le processus de candidature. Sylviculture